

Entrée sur le marché du travail

Trouver un emploi stable après l'école ou l'université peut se révéler laborieux. C'est un parcours jalonné d'embûches et de départs manqués. Les nouveaux actifs sont confrontés à un risque bien plus élevé de chômage que les jeunes sortis du système éducatif depuis un certain temps (graphique 4.13). Leur taux de chômage représente en effet plus du double de celui des jeunes sortis du système éducatif (33 % contre 16 %, dans les pays de l'OCDE). Les jeunes ayant récemment quitté le système éducatif rencontrent des difficultés particulières pour trouver du travail dans les pays où le chômage des jeunes reste élevé au lendemain de la crise ; en Italie et en Grèce, plus de 60 % des arrivants sur le marché du travail sont à la recherche d'un emploi.

Il est spécialement difficile de débiter un parcours professionnel en période de récession, lorsque moins d'emplois sont à pourvoir et que la concurrence est forte. En 2009, les jeunes en transition entre l'école et le marché du travail affichaient des taux d'emploi beaucoup plus bas sur les quatre années suivantes qu'une cohorte comparable entrée sur le marché du travail avant la crise en 2004 (partie gauche du graphique 4.14). Même après quatre ans d'activité – respectivement en 2008 et 2013 – la cohorte issue de la crise enregistrait des taux d'emploi plus faibles que son homologue antérieure à la crise, avec un écart de 5 points de pourcentage pour les jeunes hommes et de 10 points de pourcentage pour les jeunes femmes.

Les précédentes récessions nous ont montré, en outre, que même les personnes parvenant à conserver leur emploi ont moins de possibilités d'avancement et de formation et connaissent en général une stagnation persistante de leurs revenus (voir par exemple Oreopoulous et al., 2012). De même, la cohorte de 2009 des nouveaux actifs a connu une croissance des revenus bien plus faible que son homologue antérieure à la crise (partie droite du graphique 4.14) : les revenus des femmes ont augmenté de seulement 3 % par an sur les quatre premières années, et ceux des hommes ont plongé de 11 % l'année suivant leur entrée sur le marché du travail et ont tout juste retrouvé leur niveau au cours des trois années suivantes. La cohorte antérieure à la crise a bénéficié quant à elle d'une forte croissance de revenus, d'environ 6-7 % par an, tant pour les hommes que pour les femmes, durant les premières années après l'entrée sur le marché du travail.

La progression des revenus était plus lente pour la cohorte de 2009 des nouveaux actifs dans presque tous les pays étudiés (graphique 4.15). Ainsi, aux Pays-Bas, qui affichent l'un des taux d'emploi les plus élevés (voir chapitre 1), les jeunes sortis de l'école en 2008 ont vu leurs revenus réels diminuer de 2 % sur une période de cinq ans, tandis que les diplômés de 2003 ont bénéficié d'une croissance des revenus de 29 %. Cependant, la diminution de la hausse des revenus est encore une fois particulièrement importante dans les pays les plus durement frappés par la crise : Espagne (-56 points de pourcentage), Estonie (-47 points de pourcentage) et Irlande (-42 points de pourcentage).

Définition et mesure

Dans les graphiques 4.13 à 4.15, les nouveaux actifs sont les 15-29 ans qui ne suivaient pas un enseignement formel pendant l'année de référence mais qui étaient scolarisés l'année précédente. Le graphique 4.13 présente la part des chômeurs parmi l'ensemble des jeunes actifs pour les nouveaux arrivants sur le marché du travail et les jeunes non scolarisés.

Les graphiques 4.14 et 4.15 présentent les parts des jeunes ayant un emploi (à temps partiel ou à temps plein) et l'évolution des revenus mensuels réels pour la cohorte de 2004 (antérieure à la crise) et celle de 2009 (pendant la crise) des nouveaux actifs pour les quatre premières années suivant leur entrée sur le marché du travail. Les revenus réels sont exprimés en fonction des revenus de l'année initiale après l'entrée sur le marché du travail (respectivement, 2004 ou 2009). Pas de données disponibles sur les revenus pour l'Estonie en 2008, la Hongrie en 2005 et 2006, l'Islande en 2012, le Mexique en 2008 et l'Espagne en 2013. Par conséquent, l'évolution des revenus a été interpolée pour la Hongrie entre 2004 et 2007, et pour l'Islande entre 2011 et 2013, et extrapolée pour l'Estonie et le Mexique en 2008, et l'Espagne en 2013 (fin des périodes de suivi des cohortes).

Pour en savoir plus

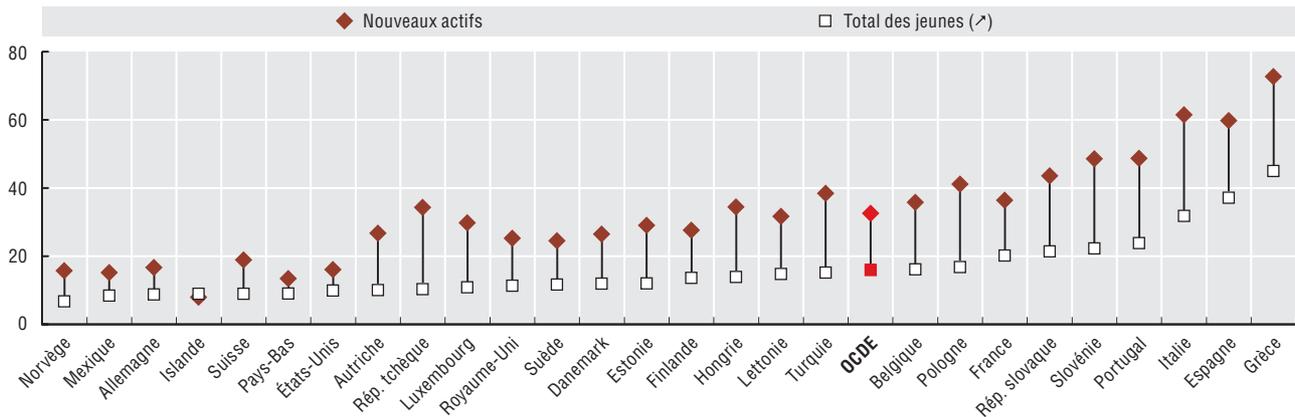
- Carcillo, S. et al. (2015), « NEET Youth in the Aftermath of the Crisis – Challenges and Policies », *Documents de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations*, n° 164, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5js6363503f6-en>.
- Oreopoulous, P., T. von Wachter et A. Heisz (2012), « The Short- and Long-Term Career Effects of Graduating in a Recession », *American Economic Journal: Applied Economics*, vol. 4, n° 1, pp. 1-29, <http://dx.doi.org/10.1257/app.4.1.1>.
- Quintini, G. et S. Martin (2014), « Same Same but Different: School-to-work Transitions in Emerging and Advanced Economies », *Documents de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations*, n° 154, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5jzbb2t1rcwc-en>.

Notes des graphiques

- Graphique 4.13 : 2013 pour l'Allemagne et la Turquie. Données manquantes pour l'Australie, le Canada, le Chili, la Corée, Israël, le Japon et la Nouvelle-Zélande.
- Graphiques 4.14 et 4.15 : Les moyennes de l'OCDE sont présentées pour tous les pays disposant de données : l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, l'Estonie, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, le Mexique, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni et la Slovénie.

4.13. Les nouveaux actifs ont beaucoup plus de difficultés à trouver du travail que les autres jeunes

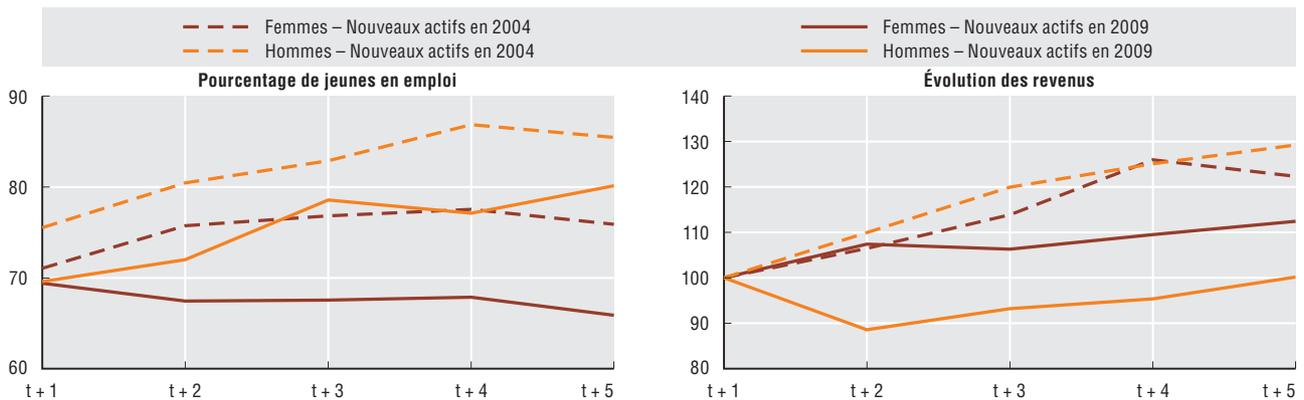
Taux de chômage en pourcentage chez les nouveaux actifs et tous les jeunes non scolarisés, 2014



Source : Les calculs sont basés sur les données de l'EFT-UE et des enquêtes nationales de population active pour le Mexique, les États-Unis et la Turquie. StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933412761>

4.14. Les jeunes qui sont entrés sur le marché du travail pendant la crise ont connu une croissance inférieure de l'emploi et des revenus

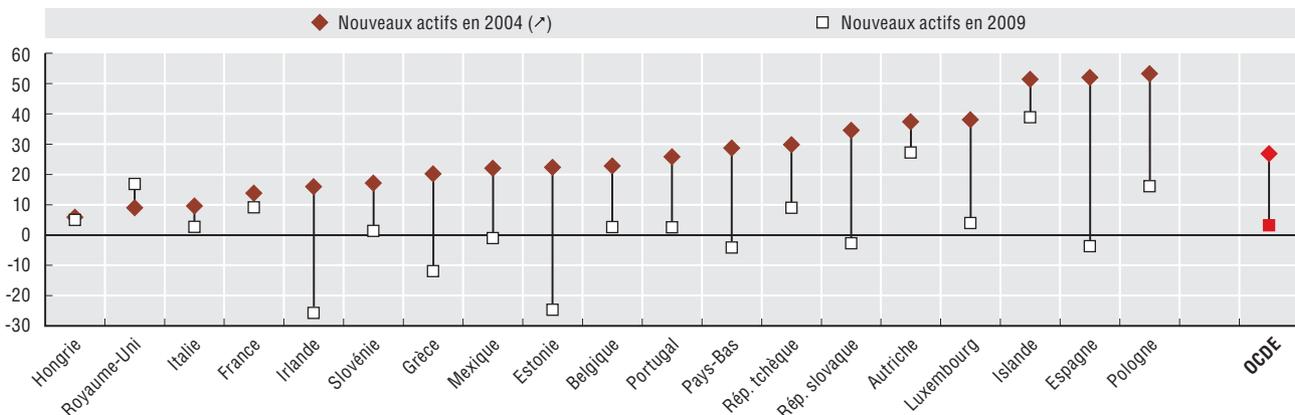
Taux d'emploi (en pourcentage) et revenus relatifs (revenus initiaux = 100) sur une période de quatre ans pour les cohortes de 2004 et 2009 des nouveaux actifs, moyenne de l'OCDE, selon le sexe.



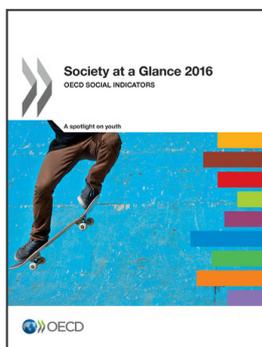
Source : Les calculs sont basés sur les données de EU-SILC et de l'Enquête nationale mexicaine sur les professions et l'emploi (ENOE). StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933412774>

4.15. La baisse de la croissance des revenus pour les nouveaux actifs a été plus importante dans les pays durement touchés par la crise

Croissance sur quatre ans des revenus des cohortes des nouveaux actifs en 2004 et 2009, en pourcentage du salaire de départ, par pays



Source : Les calculs sont basés sur les données de EU-SILC et de l'Enquête nationale mexicaine sur les professions et l'emploi (ENOE). StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933412788>



Extrait de :
Society at a Glance 2016
OECD Social Indicators

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/9789264261488-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2017), « Entrée sur le marché du travail », dans *Society at a Glance 2016 : OECD Social Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/soc_glance-2016-15-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.